

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr.
 Etranger 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.

Abonnements d'essai trois mois :
 5 francs
 Paraît le vendredi

Versez au fond de lutte

(Compte Chèque Postal 1368-55 - Frank, Paris)

pour "LA VÉRITÉ",
 pour l'Alliance Ouvrière,
 pour le développement de
 notre action !

Aujourd'hui-même

car il faut nous
 donner les moyens de

VAINCRE.

Cette semaine, nous avons reçu un certain nombre de souscriptions — très insuffisant ! Que chacun multiplie les efforts, nous avons besoin de l'aide de tous !

LES ANCIENS COMBATTANTS ET LE FASCISME

"Ils ont des droits sur nous"

Trompés à la démobilitation par les affirmations hypocrites et grandiloquentes sur le sang qu'ils avaient versé, les Anciens Combattants, à qui on a affirmé qu'ils avaient des droits sur le pays, sont à nouveau fortement sollicités. La bourgeoisie réussira-t-elle à les dupes en 1934, comme elle y parvint en 1914 et 1919 ?

Le 6 Février, la réaction s'était servie de l'U.N.C.; mais cette organisation n'est pas toute la masse des Anciens Combattants. Le Conseil national de la Confédération des Anciens Combattants devant se tenir quelques semaines après ces événements, la bourgeoisie dirigeante, celle qui tient en mains le gouvernement de l'Union nationale, qui avait exploité l'émeute du 6 Février pour installer le ministère Doumergue, voulait également l'exploiter pour se constituer une base de masses dans le pays.

La situation présente du gouvernement est très instable. Il dispose encore d'une majorité dans les partis parlementaires, mais cela tient plutôt à cause de leur peur devant la population que par conviction politique. Le gouvernement veut donc trouver dans des formations extérieures une base solide qui peut lui assurer de la stabilité pour faire passer toutes les mesures dictées par la bourgeoisie : diminutions des salaires, des traitements, des pensions, licenciement de fonctionnaires, etc... Dans un discours d'une banalité à la Clément Vautel, Doumergue s'adresse par radio au pays, lui demandant d'être bien sage. Pour avoir plus de résultats, les agents du capital ont travaillé à gagner le Conseil des Anciens Combattants. Si on arrivait à les avoir, cela serait ensuite si facile ; on se tournerait vers ceux qu'on allait saigner, leur disant : écoutez les Anciens Combattants, écoutez ceux qui ont des droits sur nous. Dans cette opération pour la conquête des organisations d'anciens combattants, l'organe de la grande bourgeoisie, *Le Temps*, versa sans compter ses phrases laudatives.

Mais les phrases ne peuvent beaucoup modifier la réalité. Les « Anciens Combattants », ils appartiennent à diverses classes sociales, à des catégories différentes, avec des intérêts particuliers. Le titre d'« Ancien Combattant » n'est pas un talisman qui peut faire oublier à ceux qui l'ont acquis involontairement leurs difficultés présentes et dissiper leur mécontentement. La Confédération représentant les tendances les plus divergentes, son Conseil n'a pu aboutir à une unanimité qu'en éliminant tout ce qui serait décision pratique véritable concernant un programme gouvernemental et des méthodes d'action. Mais sur un point seulement, il a été précis, et cela a suffi pour faire craquer tous les plans préalablement conçus de ces Messieurs du Comité des Forges, du Comité des Houillères, etc. Le Conseil des Anciens Combattants a décidé de n'accepter aucune atteinte aux droits acquis par eux. Dans cette décision apparaît le mécontentement de toutes les couches de la population recouvertes du manteau de « l'Ancien Combattant ». Il y a une crise, ce sont des frais, des charges à payer; mais de droite comme de gauche — et chez les Anciens Combattants s'est surtout manifesté le fait que pour le moment la grande masse de la nation ne s'est pas encore décidée vers la

droite ou vers la gauche — de partout, on répond : pour ce régime, on ne veut pas payer.

Cet échec a déchaîné la rage du *Temps*. Les Anciens Combattants vont-ils mettre en péril l'œuvre de « redressement national » ? Vont-ils faire tomber le gouvernement d'Union nationale ? Mais qu'on ne se réjouisse pas trop tôt de la colère du *Temps*. Si les organisations d'Anciens Combattants n'ont pas pu servir à la grande bourgeoisie sous la forme désirée, pour l'instant, c'est parce que, à l'époque présente, le prébonapartisme et le bonapartisme pourront aussi peu se créer une base en France qu'ils ne le purent en Allemagne, où le Stahlhelm, malgré sa puissance, n'a pas permis à Papen et Schleicher de se maintenir. L'esprit ancien combattant ne manquera pas d'être encore exploité par la réaction et le fascisme, sous d'autres formes.

Aucune classe, aucune catégorie sociale n'est satisfaite de son sort. Le gouvernement voudra faire supporter aux masses laborieuses par décrets-lois des charges encore plus lourdes. L'esprit « Ancien Combattant » fera place chez beaucoup aux sentiments de classe du travailleur, du fonctionnaire, du paysan, de l'artisan, du petit commerçant, de tous ceux que la grande bourgeoisie exploite ou opprime. Leur bloc ne peut se constituer que d'une seule manière : le rassemblement de tous autour du prolétariat. Et cela n'est possible qu'à une seule condition : que celui-ci, par l'action commune de ses organisations, se présente comme la seule force capable de balayer le vieil ordre capitaliste, comme la force qui, seule pourra se servir du pouvoir pour rénover la société. Sinon, c'est le fascisme qui profitera du mécontentement et le tournera contre les ouvriers et leurs organisations.

Au moment où le Gouvernement « d'Union nationale » dresse de plus en plus contre lui toutes les couches de la nation, au moment où, par des décrets-lois, il veut alourdir le fardeau que portent les travailleurs, les organisations ouvrières ne doivent pas laisser les anciens combattants seuls dire : non. Ils doivent mobiliser tous les exploités pour refuser à la bourgeoisie les moyens de se tirer de sa crise en affamant les masses. Le Premier Mai, journée traditionnelle de lutte ouvrière, une revendication doit rassembler autour du prolétariat toutes les couches laborieuses du pays : A bas le Gouvernement Doumergue imposé contre la volonté du peuple ! Ce gouvernement d'affameurs n'a pas de droits sur nous !

VIENT DE PARAITRE :
 P. FRANK

La semaine
 du 6 au 12 février

1 brochure de 40 pages
 Prix de l'exemplaire : 0 fr. 50

La seule brochure complète sur la crise de février publiée par les partis ouvriers

Appel au Congrès national des Jeunesses socialistes

NIMES 1934

Camarades,
 L'heure où se réunit votre Congrès est une heure tragique pour la classe ouvrière et en particulier pour la jeunesse laborieuse. Les événements du 6 février ont démontré la menace précise que constitue le danger bonapartiste et fasciste dans notre pays. La démocratie bourgeoise a fait son temps. Dictature prolétarienne ou dictature fasciste : telles sont les deux seules routes qui s'ouvrent devant nous.

Pour vaincre, la classe ouvrière — particulièrement la Jeunesse ouvrière — doit présenter à l'ennemi un front uni puissant. Bien entendu nous ne cherchons nullement à cacher les divergences profondes qui séparent nos deux organisations. Pour nous, la sanglante défaite des prolétaires allemands et autrichiens démontre une fois de plus la faillite du réformisme (P.S.D. allemand) du pseudo radicalisme austromarxiste et du stalinisme (communistes officiels). Ainsi s'avère la banqueroute criminelle des deux Internationales. Pour éviter la défaite il faut construire sur le grand marxisme de nouveaux Partis, de nouvelles Jeunesses, une nouvelle Internationale Révolutionnaire. L'écho que nous trouvons dans des organisations indépendantes déjà puissantes (Allemagne, Suède, etc.), le développement même — quoique encore bien modeste — de notre Jeunesse Léniniste témoignent que cette nécessité, non seulement est une condition absolue de la victoire, mais même commence à être comprise par des couches de plus en plus larges de jeunes travailleurs.

Mais dès aujourd'hui ce qui doit se réaliser c'est le front d'acier de toutes les organisations ouvrières pour la défense des libertés conquises par le prolétariat, pour le combat à mort contre les hordes réactionnaires.

C'est l'appel vibrant que les Jeunesses Socialistes et Communistes Indépendantes, réunies en conférence internationale ont adressé aux Jeunesses ouvrières du monde entier.

Camarades,
 Pour nous le front unique n'est pas une manœuvre mesquine de boutique. Nous vous proposons le front uni loyal des organisations, marchant séparément sous leurs propres drapeaux, mais alliées pour l'action commune.

Nous voulons autre chose que la fraternité dans les camps de concentration et dans les cimetières fascistes. Pour cela,

Déclaration de Romain Rolland

On me communique un appel qui m'a été adressé, ainsi qu'à trois autres écrivains, par les jeunes travailleurs réunis, le 15 mars, rue Albouy, afin de protester contre l'acte indigne de la police hollandaise, qui a remis entre les mains des nazis d'Allemagne des délégués révolutionnaires allemands, dont l'un était condamné à mort.

Je réponds à cet appel, sans hésiter. Il ne m'importe pas que les délégués qui ont été livrés appartiennent à une fraction, ou à une autre du parti communiste — ou (quand ce serait !) de n'importe quel autre parti antifasciste. Dans le combat contre le fascisme, je me refuse à distinguer entre ses adversaires irréductibles — dont je suis. — Contre le fascisme, l'ennemi commun, nous sommes alliés.

Et je dénonce avec indignation le honteux attentat de la police hollandaise, qui s'est faite complice des crimes nazis, en livrant aux bureaux national-socialistes allemands, des hommes libres réfugiés sur la terre de Hollande. C'est un outrage à l'honneur même de la Hollande, qui fut jadis la terre des « gueux » héroïques, en révolte contre le despotisme, — le refuge sacré de la liberté.

25 mars 1934. ROMAIN ROLLAND.

NOTE DE LA REDACTION
 Nous rappelons à tous nos correspondants que la copie doit être adressée au journal pour le LUNDI SOIR.

pour triompher, il faut organiser le front unique.
 C'est pourquoi notre Jeunesse léniniste renouvelle auprès de vous, l'appel fraternel qu'elle adressait aux Jeunesses communistes, lors de leur Congrès d'Ivry. Le front unique doit se réaliser entre les Jeunes ouvriers Socialistes, Communistes, Léninistes et des autres tendances sur tous les points où l'accord est possible.

- Contre le fascisme :
- Pour défendre les locaux ouvriers, les meetings de toutes les organisations ouvrières.
 - Pour défendre la presse ouvrière (sans distinction de tendance) et l'imposer dans les quartiers bourgeois.
 - Pour riposter partout où cela sera possible aux bandes fascistes, dissoudre leurs rassemblements anti-ouvriers, empêcher la vente de leurs torchons dans les quartiers prolétaires, disperser leurs bandes armées.

- Contre la guerre :
- Pour une campagne contre la guerre du Maroc et son évacuation par les bandits impérialistes.
 - Pour une campagne contre les deux ans.

Il est bien entendu que les organisations participantes au front uni, tout en se refusant à user les unes contre les autres, des moyens contraires à la démocratie ouvrière (violences, calomnies, injures), garderont intégralement leur droit de critique réciproque.

Si vous êtes d'accord sur un tel programme, nous vous demandons de convoquer avec nous et les autres tendances un Congrès pour l'Unité d'Action des Jeunes Travailleurs.

Dès maintenant nous vous demandons :
 a) De multiplier les comités d'alliances de la Jeunesse, à l'imitation de la Région Parisienne ;
 b) De constituer partout où cela sera possible un cartel étroit des milices ouvrières.

Camarades !
 Nous espérons que votre Congrès ne voudra pas prendre la responsabilité de diviser le jeune prolétariat.
 Vive la révolution prolétarienne !
 Salutations léninistes.

le Comité National de la Jeunesse Léniniste de France.

PAS DE DIVERSION ! L'armement fasciste et la classe ouvrière

La presse aux ordres de Tardieu est en train de cuisiner une basse provocation contre la classe ouvrière : Pour masquer les préparatifs de guerre civile du fasciste, pour couvrir l'armement officieux des Camelots du Roi, Francistes et Croix de Feu, il lance sa presse aux troupes des « armements des organisations d'extrême gauche ».

Cette diversion doit être démasquée avec énergie !
 Ce sont les fascistes qui ont usé du revolver le 6 février ! Ce sont les fascistes qui ont fait démissionner Daladier le 7 en menaçant de descendre dans la rue avec des fusils et des grenades !

Et dans une telle situation, les travailleurs déclarent hautement qu'ils ne se laisseront pas faire. Ils n'offriront pas leur poitrine nue aux assassins.

Ils se défendront. Ils gagneront à leur cause ceux qui portent les armes, les soldats. Ils assureront d'une manière efficace leur défense, celle de leurs organisations.

MM. Tardieu et Herriot exhument de chez les brocanteurs des lots de vieux fusils espagnols. Mais il faut aller au siège de l'A.F., chez les Jeunesses Patriotes, chez les Francistes, qui portent le revolver à la ceinture à leur siège social.

LE PEUPLE TRAVAILLEUR TOUT ENTIER DOIT ETRE PRET A TOUTE RIPOSTE. Pour un œil, les deux yeux. Pour une dent toute la gueule.

Mercredi 27 Mars 1934

Trois ouvriers Communistes ont été décapités à Düsseldorf !

Travailleurs de France,
 Pour sauver de la mort Torgler, Thaelman et les milliers de victimes d'Hitler.

Organisez-vous pour la contre-attaque contre le fascisme,

Organisez l'Alliance ouvrière !

DANS LE NORD

Préfets estimés ou armements ouvriers

Que de congratulations SFIO pour le départ du réactionnaire finaud qui fut préfet du Nord : Langeron. Que de vœux de « collaboration » pour le toulonnais Guillon.

Salengro et ses amis semblent oublier ou leurs discours sur la prise du pouvoir ou le rôle des préfets. Ceux-ci sont les agents directs du pouvoir central, ce sont les mercenaires de la défense de la propriété capitaliste. Jour par jour, ils surveillent l'action des organisations ouvrières, à l'instant où la municipalité ouvrière devient un danger pour l'Etat capitaliste et ses mandants les usiniers locaux, le préfet dessaisit la municipalité !

Ils sont souvent courtois ? L'appareil repressif a sa division du travail. On passe des « délicatesses » d'un petit « cultivé » aux gracieux gardes mobiles dont il est le chef régional !

Ce préfet chien savant est tout de même un chien de garde de la propriété privée, son mufler esquisse un sourire que devant des concessions, autrement il montre les crocs et fait braquer les mousquetons ! (Suite p. 4)

POUR LE FRONT UNIQUE

"Amsterdam" ou Alliance ouvrière ?

« Dire que nous sommes prêts à faire le front unique avec les masses et non avec les chefs, c'est scholastique pure. On pourrait tout aussi bien dire que nous consentons à nouer des grèves contre les capitalistes, mais que nous ne consentons pas à entrer en pourparlers avec eux. »

Comité Exécutif de l'I.C. 1932.

Le *Populaire* a publié la semaine dernière le procès-verbal d'un accord survenu dans la région parisienne entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste. *L'Humanité* n'a même pas osé le publier ni le commenter.

Dans ce texte on constate la possibilité d'agir en commun dans une série de circonstances (8 avril, 20 avril, contre l'Hôtel-de-Ville, 1^{er} mai, 20 mai). Mais on constate aussi l'impossibilité de constituer des comités communs, tout en réservant la possibilité d'ententes occasionnelles.

Les bureaucraties stalinistes portent la principale responsabilité de cet échec. La délégation S.F.I.O. d'autre part, n'a pas posé la question publiquement et largement, comme elle l'aurait dû si elle avait voulu aboutir à un résultat plus sérieux. A vouloir ménager Pierre, Paul et Jacques, on ne s'accorde ni avec Pierre, ni avec Paul, ni avec Jacques.

Une délégation de la Ligue a suivi les pourparlers de bout en bout. Elle n'y a pas participé directement, car les stalinistes — dévoilant ainsi leur talon d'Achille — ont refusé de discuter avec une délégation ou un comité comprenant les « trotskystes ». A aucun moment elle n'a délégué son mandat à la *Féd. S.F.I.O. de la Seine*. Nous ne nous considérons ni comme un satellite du réformisme, ni comme une organisation amorphe (genre Front commun). Nous avons donc expressément déclaré (par écrit), que nous suivrions avec intérêt les pourparlers entre P.S. et P.C., mais que nous ne pouvions sous aucun rapport le considérer comme mandataire de notre parti.

L'accord équivoque entre P.C. et S.F.I.O. la mésentente entre C.G.T. et S.F.I.O. nous ramènent ainsi à notre point de départ. Le centre de liaison antifasciste constitué en dehors du P.C. et de la C.G.T. doit donc se poser pour tâche de reposer le problème dans toute son ampleur !

(Voir suite page 3)

Appuyons la lutte des travailleurs de Saint-Denis pour le front unique

Saint-Denis doit faire triompher le front unique

Paul Vaillant-Couturier écrit dans l'éditorial de l'Humanité : « Le mouvement de front unique sur la base de la lutte en pleine clarté réduit à néant le travail des opportunistes de droite et de gauche dans notre parti. »

C'est ainsi que la bureaucratie essaie d'étouffer sous de banales injures le sérieux courant qui, dans les rangs du parti, se prononce pour la réalisation conséquente du front unique des partis se réclamant du prolétariat et des syndicats.

Dans tout le pays, des manifestations rassemblent chaque jour dans la rue les travailleurs et les organisations locales dressées contre le fascisme. Un grand nombre de comités ont surgi, constituant des centres de liaison entre les organisations. Dans l'action — et en contradiction formelle avec les directives données jusqu'au 6 février par les directions stalinienne et socialiste — section socialiste et rayon communiste ont participé à ce front unique allant parfois jusqu'à l'organiser dans des comités permanents. Ainsi la poussée ouvrière a réalisé la mobilisation des couches communistes et social-démocrates, et de toutes les tendances du prolétariat sur la ligne qui les oppose à l'agression des bandes fascistes décidées à les anéantir.

La vigueur dont témoigne cette mobilisation spontanée permet de mesurer la force irrésistible que dégagerait le front unique loyal des organisations ouvrières consciemment organisées, clairement et loyalement, nationalement et localement, devant l'ensemble du prolétariat et avec lui, pour écarter le fascisme. Les objectifs que pourrions assigner sur le plan économique, pour la défense de la rue, sur le plan politique une telle union de combat sont incalculables. Cette unité d'action peut et doit être réalisée.

Au lieu de développer dans cette voie le front unique, les directions socialistes et stalinienne — chacune poursuivant sa propre routine — paraissent le subir. Réalisation très imparfaite, mais réalisation : Des accords circonstanciés sont intervenus entre les directions de la région communiste de Paris-Ville et les fédérations socialistes de Seine et Seine-et-Oise. Ce sont des accords limités seulement à la participation commune à certaines « journées ». (Comme si un calendrier antifasciste remplaçait la lutte quotidienne et ascendante contre la montée fasciste). Ce n'est pas par hasard que la publicité de ces accords a été pu-

front unique, à l'heure où son adoption constitue sans phrases une question de vie ou de mort pour l'avant-garde du prolétariat et pour le prolétariat entier, alors même qu'un dirigeant des plus responsables s'en fait le protagoniste, est étouffée par l'appareil de Thorez et de Gilton bombardé cependant de motions de cellules et de rayons entiers. Dans le même temps l'appareil engage la lutte par les remplacements silencieux des suspects dans tout le réseau de l'appareil et, dans sa presse, par la calomnie. Pour cette besogne, il ne manque pas de Vaillant-Couturier.

Tout sauf les Trotskystes

La nécessité pour l'appareil d'étouffer la discussion dicte de la même façon aux bureaucrates staliniens leur attitude dans les comités locaux de front unique dans lesquels ils se sont présentés. La première condition qu'ils ont mise à leur participation, c'est l'exclusive contre les « Trotskystes ».

Cela resterait seulement comme une imbecillité monstrueuse et inouïe pour un grand parti de masses placé devant la nécessité de prendre sa part dans l'unité de la classe ouvrière menacée, si cela ne s'ex-

pliquait pas par la nécessité pour la bureaucratie d'étouffer la voix de ceux qui luttent pour la réalisation complète et loyale du front unique des organisations ouvrières sous le contrôle permanent des masses.

Amsterdam-Pleyel

Un des facteurs qui jettent une certaine confusion et entravent la réalisation du front unique, c'est la position de la direction stalinienne envers le mouvement d'Amsterdam-Pleyel. Au lieu de prendre sur soi la responsabilité du front unique,

la direction stalinienne s'en décharge sur le mouvement Amsterdam-Pleyel considéré comme un organisme de front unique pré-existant. Aux propositions de front unique, la direction stalinienne répond par l'affirmation que le front unique existe déjà dans le mouvement Amsterdam-Pleyel avec ou sans l'obligation d'adhérer au mouvement Amsterdam-Pleyel.

De plus, elle comporte le danger très grand de faire passer pour une réalisation de front unique sa caricature impuissante. A la question : *Qu'est-ce que le mouvement Amsterdam-Pleyel ?* qui peut répondre ? La liste des orateurs chaleureusement acclamés et assermentés à Amsterdam est assez probante.

La classe ouvrière est capable d'agir par ses partis et ses centrales syndicales fortement organisés et enracinés qui constituent sa puissance réelle d'action. Le front unique de ces organisations sur la base d'un programme d'action qui leur soit commun, et clairement exposé devant les ouvriers, est capable d'ébranler la classe dans toute sa puissance. Mais Amsterdam, « front unique » de rassemblements de base sous l'égide de littérateurs irresponsables ne constitue, pour le développement des luttes, qu'une poussière propice aux combinaisons sans avenir, mais impropre à cimenter l'union des forces ouvrières. Au lendemain, ou plutôt au surlendemain du 6 février, Amsterdam ne s'est présenté aux prolétaires qu'avec la proposition du rassemblement du 20 mai pour moyen de lutte contre le fascisme. Il suffit d'ailleurs de rappeler que le seul moment politique du Congrès Pleyel résida dans un « dialogue » entre Bergery et Doriot. Où sont maintenant les interlocuteurs ?

Saint-Denis, en avant !

L'heure n'est plus aux biais ni aux louvoisements. La politique du front unique doit passer par la brèche ouverte. Saint-Denis tient. Malgré la colère des bureaucrates, le rayon de Saint-Denis a maintenu ses positions par 110 voix contre 61 après une conférence houleuse.

Saint-Denis réalise une série ininterrompue de réunions d'agitation se poursuivant devant les usines sous les auspices du Comité de Vigilance.

Nous avons dit ce que les militants communistes, dans tout le parti, attendent de la position prise par le rayon de Saint-Denis. Doriot doit maintenant contribuer à donner toute son ampleur à cette position juste. Le rayon de Saint-Denis a décidé « en ce qui concerne les divergences » de

Discours de Doriot au Comité Central

L'Humanité continue à étouffer bureaucratiquement la discussion dans le parti. Elle publie des résolutions de comités qui appuient Thorez, mais elle ne souffle mot des positions défendues par Doriot et ses amis.

Le Parti Communiste doit être renseigné. Nous publierons tous les documents essentiels, ainsi que nos appréciations sur ces documents.

Telle est la seule voie qui développera la crise dans un sens progressif.

L'étouffement signifie la pourriture et la décomposition interne du parti.

Ouvriers communistes, exigez la discussion ouverte dans l'Humanité.

Dans son rapport le camarade Thorez a posé une série de questions concernant la social-démocratie. Ces questions conditionnent tout le débat actuel. Comment isoler les chefs de la social-démocratie ? Comment se lier aux masses social-démocrates ? Comment déjouer les manœuvres de ceux qui veulent empêcher les ouvriers socialistes de venir à nous ?

Le discours de Thorez, la majorité du bureau politique répondent : par le front unique à la base développé systématiquement.

Je crois que cette réponse est absolument insuffisante et c'est là ma divergence essentielle avec le reste du Bureau Politique et la résolution de l'Internationale.

Quelle est la situation du Parti Socialiste au lendemain de la scission ?

Cachin se réjouissait hier matin que les durs et les mous s'opposent sur les tribunes publiques avec violence. Il regrettait par ailleurs que nous ne jouissions pas un rôle suffisant dans ces meetings. Il avait sur ce point parfaitement raison.

Nous avons analysé la rupture du parti socialiste comme une division du travail entre social-démocrates de droite et de gauche correspondant aux intérêts divers des clans bourgeois en présence. Cette division du travail est accompagnée d'une mise en scène fort ingénieuse. Elle se traduit par des luttes violentes qui vont même jusqu'aux coups entre durs et mous.

Les mous font immédiatement, ouvertement, cyniquement, la besogne de collaboration avec la bourgeoisie. Les durs ont la mission d'empêcher le regroupement du mouvement ouvrier sous notre direction. Mais il faut convenir que la besogne leur est rendue assez difficile par les attaques permanentes que les mous dirigent contre eux à propos de leur collaboration masquée, quelquefois ouverte avec le Gouvernement. Ces attaques des mous contre le parti S.F.I.O. affaiblissent énormément sa capacité de manœuvre d'autant plus qu'il y a encore à l'intérieur du Parti S.F.I.O. des alliés ouverts du Parti de Renaudel.

Voyons maintenant quelle est la situation interne du Parti socialiste. Ce serait illusoire de croire que la division du socialisme est terminée ; le Parti socialiste est encore en pleine crise. La scission n'a pas libéré le Parti socialiste de sa contradiction fondamentale à savoir, le soutien ouvert de la bourgeoisie et la pratique des phrases sur la lutte révolutionnaire, la lutte des classes et la prise du pouvoir.

Depuis la scission, la volonté des sectionnaires socialistes qui se traduit par cette phraséologie révolutionnaire a été mise en échec par les attentistes du groupe parlementaire. Ceux-ci ont clairement formulé leur programme. Ils restent dans le Parti socialiste à la condition expresse que leurs droits de minorité soient sauvegardés et à condition qu'on leur permette d'y défendre et d'y pratiquer la collaboration avec les partis de gauche. Par contre ils repoussent formellement toute tentative d'union organique ou de front unique avec le Parti communiste.

Le bloc du gauche Paul Faure et des centristes Blum-Auriol admettent le soutien passager, à éclipses des gouvernements de gauche, mais ils parlent aussi fréquemment de la nécessité de réaliser l'unité organique avec les communistes. Ils joignent à ces deux idées essentielles toute la phraséologie que nos camarades connaissent bien sur la question du pouvoir.

Certains d'entre eux comme les Zyromski, les Pivert, les Farinet, admettent la possibilité d'entente avec les communistes pour des actions limitées.

Enfin, le groupe des C.A.S.R. de l'Étincelle, qui sent fort bien le bouillonnement dans la base du Parti proclame la nécessité de rester fidèles au parti, la possibilité de continuer à œuvrer pour son redressement véritable et ils préconisent l'action

commune entre le Parti communiste et le Parti socialiste. Au début, limiter, en même temps, ils condamnent les participations individuelles ou de groupes socialistes au mouvement de front unique par en bas, ou de comité Amsterdamien.

Je note que depuis la scission avec Renaudel, le Parti socialiste a rajouté sa phraséologie et ses mots d'ordre. On parle maintenant de la lutte pour le pouvoir. Même dans les discours des parlementaires socialistes s'introduit une phraséologie pseudo-révolutionnaire que ces hommes mélangent, d'ailleurs très maladroitement, avec leurs habituels clichés en faveur de la démocratie bourgeoise.

Mais nous serions bien naïfs de croire que tous ces changements n'ont pas eu une répercussion sérieuse sur les masses social-démocrates ; qu'elles n'ont pas créé de nouvelles illusions sur la capacité d'action des chefs socialistes parmi les ouvriers socialistes.

D'après les coups de sonde que j'ai pu donner parmi les ouvriers socialistes de mes relations, voilà ce que je crois discerner chez les plus évolués d'entre eux.

Ils sont fiers d'avoir chassé Renaudel, Marquet et Déat de leur Parti. Ils considèrent cet acte comme le résultat de leurs efforts pendant les dernières années.

Ils ne pensent pas que la crise dans leur parti soit terminée et j'en connais qui continuent dans leur section, (ils sont nombreux), la lutte pour que leur Parti se sépare des attentistes. En tous cas ils regardent avec beaucoup de méfiance et pratiquent à leur égard une espèce de régime de haute surveillance.

Ils réclament de leur parti une attitude de classe beaucoup plus résolue ; la phraséologie et les mots d'ordre sur le pouvoir, sur la lutte fondamentale leur ont apporté quelques satisfactions, ils les jugent cependant insuffisantes.

Ils croient sincèrement qu'un nouvel effort d'épuration de leur Parti les amènera automatiquement à l'unité organique avec les communistes.

Ils ne sont pas encore convaincus que le front unique d'action à la base avec les communistes soit la seule forme de l'union contre la bourgeoisie à notre époque. Ils pensent que ce front unique à la base contient un piège contre eux et l'organisation à laquelle ils appartiennent.

Ils pensent enfin qu'au lieu de leur proposer toujours le front unique à la base, si nous avons vraiment l'intention de le réaliser il faudrait le proposer directement à leurs chefs.

Voilà à mon sens la mentalité moyenne de l'ouvrier socialiste qui vient de lutter pour le redressement de son Parti. Naturellement il y a dans cette position quantité d'illusions. Mais nous devons bien comprendre que l'ouvrier socialiste ne les perdra que par sa propre expérience. A mon point de vue, il faut l'aider à faire cette expérience.

A mon sens, pour l'aider à faire l'expérience il faut l'aider dans sa lutte contre les compromissions de ses chefs par une critique systématique de leurs compromissions les plus évidentes.

Il faut l'aider, dans la lutte contre les attentistes, contre Frossard et sa troupe de parlementaires.

Il faut lui faire la démonstration répétée que ses chefs sont contre l'unité d'action.

Il faut lui démontrer avec évidence notre volonté de réaliser le front unique d'action contre la bourgeoisie.

Ce sont ces autres problèmes qui paraissent déterminer les conditions de notre tactique à l'égard de la grande masse des ouvriers socialistes.

Or, pour atteindre ces buts, je ne crois pas que la tactique de front unique à la base soit suffisante. Dans cette situation nouvelle, avec le regain d'autorité de certains chefs sur les masses socialistes, il nous faut absolument compléter notre tactique de front unique à la base par des propositions opportunes au sommet.

Il me semble que pour attaquer la for-

« L'HUMANITÉ » ATTAQUE

« BARBE-ROLLAND »

POURQUOI NE SOUFFLE-T-ELLE PAS MOT DE DORIOT ?

Seul l'ennemi fasciste et gouvernemental peut avoir intérêt à empêcher le front unique permanent des organisations ouvrières.

Au dernier moment — sous quelle pression ? — la salle de réunion privée nous est refusée à Saint-Denis pour jeudi soir. Nous en trouverons une autre et notre réunion se tiendra.

teresse socialiste, nous avons le devoir de profiter de toutes les issues et de toutes les fissures que nous lui voyons.

Maurice Thorez, les résolutions ont apporté contre cette proposition deux arguments ;

Tout d'abord il paraît que des propositions à la tête vont créer des illusions chez les ouvriers socialistes et dans nos propres rangs. Ensuite, il paraît que ces propositions consolideraient le Parti socialiste.

Examinons le résultat éventuel de nos propositions par rapport aux ouvriers socialistes.

Les chefs refusent le front unique proposé successivement par en bas, par le milieu et par en haut. Tout le préjudice sera pour eux et si des illusions avaient pu exister sur leur volonté d'action, elles tomberont immédiatement dans le Parti socialiste.

Je suppose qu'à la suite d'une campagne profonde et sérieuse, ils acceptent. Qui peut croire qu'ils mèneront l'action jusqu'au bout ? Personne, je pense chez nous et dans ce cas précis, dès la rupture du front unique la démonstration de leur rôle exact sera bien plus lumineusement établie aux yeux de l'ensemble de la classe ouvrière.

On peut aussi craindre que des propositions de cette nature créent des illusions dans nos propres rangs. Mais nous sommes la direction du Parti et si nous prenons l'initiative de telles propositions, j'entends bien que nous devons préparer notre parti par une campagne intérieure intense et le prévenir ainsi des aléas éventuels de cette politique.

Puis, examinons l'autre raison, celle de la consolidation que nous apporterions au parti S.F.I.O. Je prétends que dans ce cas précis c'est exactement le contraire qui se produirait.

Si les S.F.I.O. étaient un groupe homogène, sans liaison avec la masse, nous lui créerions une situation favorable en l'invitant à participer à une action commune. Ce serait le sortir de son isolement pour lui permettre de prendre contact avec des masses importantes.

Or, ce n'est pas le cas. Sur cette question du front unique le parti S.F.I.O. est violemment divisé. Les attentistes mettent en garde tout le reste du Parti contre des contacts éventuels avec les communistes. Frossard qui est passé par l'école de notre parti publiait l'autre jour un article d'apertivissement intitulé : « Plaidoyer pour l'union des Gauches », qu'il aurait mieux fait d'intituler : « Gardez-vous des communistes comme de la peste ».

Je me permets de citer ce papier. Il fera comprendre aux camarades, je l'espère du moins, deux choses : 1° C'est que les chefs parlementaires attentistes de la S.F.I.O. sont profondément hostiles au front unique ; 2° C'est qu'il y a un courant tellement fort dans le Parti Socialiste en faveur du front unique qu'ils sont obligés de mettre tout leur parti en garde contre le danger d'une union temporaire, limitée, avec nous.

La proposition de front unique dans les conditions que j'ai indiquées tout à l'heure ne renforcera pas le Parti Socialiste, bien au contraire, elle accroîtra le désarroi dans ses rangs. La discussion s'éleva d'un ton et peut-être même si nous poursuivons notre action avec habileté, audace et résolution, nous provoquerons une nouvelle rupture.

C'est sur cette situation que je me permets d'attirer l'attention du C. C.

Enfin, il y a une autre raison. A nouveau le P.U.P. vient de nous adresser un document analogue à celui de l'année dernière en vue de commencer les pourparlers pour réaliser l'unité.

Nous allons naturellement répondre à ce document pour les raisons de principe qui sont celles de tout communiste. Mais je pense que les raisons théoriques qui nous amènent à prononcer un refus catégorique sont insuffisantes à convaincre les ouvriers socialistes de la justesse de notre position.

C'est pourquoi je voudrais que nous accompagnions notre refus théorique de faire l'unité avec les pupistes et les socialistes par des propositions concrètes en vue de réaliser l'unité d'action.

Plus la social-démocratie manœuvre, plus nous devons la mettre au pied du mur. Ce sont ces raisons qui m'ont fait déposer l'amendement à la résolution présentée au Comité Central du Parti, j'espère que les arguments que j'ai apportés convaincront les camarades du Parti.

J'espère aussi que dans la discussion qui s'ouvre, j'aurai la possibilité de les faire valoir et de faire triompher mon point de vue devant tout le Parti comme devant l'Internationale.

« LES SOVIETS PARTOUT ! »

Si le parti communiste trouve inadmissible l'accord avec les comités d'usine, avec les organisations social-démocrates, avec les organismes syndicaux, etc., sur la base d'un programme de tâches déterminées, cela signifie bien qu'il trouve inadmissible la création de soviets en commun avec les social-démocrates. Et puisque des soviets purement communistes sont impossibles et, du reste, de tels soviets ne serviraient à rien, la renonciation du parti aux accords et aux actions communes avec les autres partis de la classe ouvrière ne signifie rien d'autre que la renonciation à la création des Soviets.

TROTSKY.
« Et Maintenant ? »
1932.

s'adresser à l'Internationale. Mais le rayon de Saint-Denis remet-il le sort du « front unique » à la lettre qu'il enverra à Monnullysky, Molotov, Staline, Ackeret et autres ? Le rayon de St-Denis doit l'exposé de sa conception aux militants du parti communiste, aux ouvriers révolutionnaires de Saint-Denis, au prolétariat de ce pays dont le sort se joue. Il se doit de lutter pour la faire triompher.

Une campagne claire pour le front unique loyal des organisations ouvrières, pour la création de comités d'Alliance Ouvrière, bastions de la lutte des travailleurs et embryons de leur pouvoir, pour la création de milices sérieusement organisées et pour leur action commune, voilà la tâche qui s'impose et qui ne peut être bornée aux limites du rayon de Saint-Denis.

L'heure ne laisse plus de place aux repliements ni aux expectatives. La position juste de Saint-Denis sur le front unique ne doit pas la conduire dans une « mare stagnante » intermédiaire, qui répéterait en mieux l'aventure de Clichy, point mort (dans l'estimation la plus indulgente) pour le mouvement ouvrier de la région parisienne. Les militants conscients et éprouvés de Saint-Denis repousseront ce danger. Au surplus, les tornades qui se préparent déjoueraient cruellement ces expectatives serines.

Au contraire, la position juste de Saint-Denis sur le front unique doit lui servir de tremplin pour passer à un niveau révolutionnaire supérieur, où il sera capable d'entraîner le prolétariat dans la lutte. Les militants de Saint-Denis devront tirer le bilan des enseignements d'Allemagne et d'Autriche, comprendre et dépasser les fautes anti-marxistes et anti-léninistes du centrisme de l'Internationale de Staline qui a voué le prolétariat international à une série cruelle de défaites. Eux aussi, au travers d'une suite de discussions et d'expériences données, sous le fouet des nécessités de l'heure « monter sur les épaules de ceux qui nous ont précédé » et s'efforcer dans la voie de Marx et de Lénine d'avancer dans la voie révolutionnaire.

De grandes possibilités sont données aux camarades de Saint-Denis ! Qu'ils agissent en disciples de Marx et de Lénine — et le prolétariat français aura fait un grand pas en avant.

L'INTERNATIONALE CONDAMNE LE « FRONT UNIQUE A LA BASE SEULEMENT »

...Le parti de la Révolution doit apprendre à rallier la majorité de la classe ouvrière à cet effet de chaque possibilité nouvelle d'action de masse... De ce point de vue, dire que nous sommes prêts à faire le front unique avec les masses et non avec les chefs, c'est scholastique pure. On pourrait tout aussi bien dire que nous consentons à mener des grèves contre les capitalistes, mais que nous ne consentons pas à entrer en pourparlers avec eux. Il est impossible de mener une grève sans entrer à certains moments en pourparlers avec les capitalistes ou leurs représentants ; de même, on ne saurait appeler des masses organisées à une lutte commune sans entrer en pourparlers avec ceux que telle ou telle partie de ces masses investit de sa confiance.

« Agir autrement, c'est, sous couleur d'intransigence révolutionnaire, montrer une passivité politique qui ne voit point un des buts les plus importants pour lesquels a été créé le parti communiste. »

(Message du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste pour le 2^e Congrès du P.C.F. - 1922).

reillement sacrifiée et reléguée dans les entrefilets des dernières pages dans l'Humanité, tout comme dans le Populaire. Les adversaires acharnés du « front unique par en haut », nous ont habitués à ces contradictions dont nous ne savons si elles sont opportunistes de droite ou de gauche, mais qui, assurément, mélangent les bureaucraties et étranglent le front unique.

le Comité Central interdit la discussion

Le Comité central stalinien qui a toujours proclamé que le front unique ne pouvait se réaliser que « sous la direction du parti communiste et contre les chefs socialistes » ne peut évidemment faire entrer son parti avec tout son potentiel de lutte, dans une coalition de combat avec la social-démocratie.

Mais les ouvriers communistes qui ont subi trop longtemps le joug de la bureaucratie et la loi du silence réagissent face au péril. Tout un courant exige la réalisation loyale et sans retard du front unique d'organisation à l'organisation avec le parti socialiste et les partis ouvriers pour faire face à l'assaut mortel. Tous ces militants ont accueilli avec espoir la voix que Doriot a élevée contre la stérilité politique de la bureaucratie. Tous ces militants sont pour la constitution du front ouvrier dans lequel les partis du prolétariat et ses tendances conserveront leurs droits politiques, participeront de toutes leurs forces à l'intérieur duquel chaque parti, chaque tendance fera dans l'action l'épreuve de ses propositions et de ses positions politiques.

Doriot a demandé la possibilité de défendre la conception du front unique dans le parti et dans l'Internationale. Le Comité Central a répondu en interdisant la discussion. Ainsi, la conception de Lénine du



LA VIE OUVRIÈRE

Grève générale le 1^{er} Mai contre le gouvernement de décrets-loi !

Le gouvernement de mascarade du vieux Doumergue, arraché à sa paisible retraite de Tournefeuille, commence à démasquer ses batteries. Certes, nous savions déjà qu'un tel gouvernement qui prit le pouvoir, porté par l'émeute réactionnaire n'amènerait rien de bon à la classe ouvrière. Les petits fonctionnaires se sentaient menacés; les ouvriers de l'industrie privée qui ont déjà subi de nombreuses diminutions de salaires craignaient que leur part fut encore réduite quand le frein que constituait le salaire fixe des salariés de l'Etat serait enlevé.

Doumergue doit nous avouer que c'est près de deux cent mille fonctionnaires qui gagnent moins de mille francs par mois. Voilà les mandarins, voilà les profiteurs du régime contre qui le sinistre Caillaux amène l'opinion publique depuis des mois. Aussi parle-t-on maintenant de réduire l'abattement à 9.000 fr. - peut-être 7.000 fr. - comme ceci l'on est sûr, en haut lieu, de frapper la grande masse et de la frapper bien. Ce sont des ballons d'essai : l'on teste les réactions des syndicats de fonctionnaires, l'on démontre la nécessité des sacrifices.

Mais la perspective est claire pour tous les éléments conscients de la classe ouvrière : il faudra se battre, avant peu, violemment, contre le capitalisme. L'Etat-patron avec son gouvernement d'escrocs politiques (néos fraternisant avec Tardieu) appuie l'orientation déjà adoptée par les grands consortiums.

C'est dans ces conditions que la classe ouvrière de ce pays se rapproche de la première grande journée internationale de manifestations des travailleurs : le 1^{er} Mai. Pour les 8 heures, le 1^{er} Mai les ouvriers manifestaient dans les rues, il y a quarante ans, ils prenaient conscience de leur force.

Cette année, quand le capitalisme en pleine dégénérescence cherche à prolonger son existence en écrasant la classe ouvrière, quand le fascisme a vaincu en Italie, en Autriche, en Allemagne, quand il s'or-

ganise en France, il est nécessaire de faire du 1^{er} Mai une GREVE GENERALE DE COMBAT, en défense contre les attaques répétées de la bourgeoisie exploiteuse.

PAS UN SOU DE DIMINUTIONS DE SALAIRES, voilà ce que les cantonniers (auxquels Paul Faure abandonne les pavés) crieront aux oreilles de Marquet.

PAS UN SOU DE DIMINUTIONS DE SALAIRES, ce cri retentira dans les rues, à la porte des usines, lancé par les piquets de grève.

A BAS LE GOUVERNEMENT DES DECRETS-LOIS !... Que Doumergue retourne à Tournefeuille !

Quel est ce gouvernement qui réunit les adversaires de la campagne électorale de 1932 ? Tardieu et Herriot : deux escrocs politiques ! A la porte le gouvernement des décrets-lois !

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE (complice de la réaction la plus vile, aux ordres du grand capital).

Que l'on chasse ces gens qui avaient promis d'améliorer les allocations de chômage, de maintenir les traitements des salariés de l'Etat, les droits des anciens combattants.

Pour préparer un 1^{er} Mai de grève générale active, il faut dès maintenant s'orienter vers la grève effective des Transports. Les trains ne doivent pas bouger : la grève, la vraie grève générale, voilà comment la classe ouvrière démontrera sa force. Elle seule peut arrêter la vie du pays ; et malheur à ceux qui, dans un tel cas, voudraient faire œuvre de jaunes : la réprobation ouvrière serait si puissante, qu'elle les balayerait sans égards.

Le 8 avril, au Vélodrome d'Hiver à Paris, la C.G.T. lancera ses mots d'ordre : nous verrons bien s'ils concordent avec ce que veut la classe ouvrière en ce moment. Jouhaux ne pourra pas donner cette année une atmosphère de fête printanière au 1^{er} Mai. Ce sera une journée de lutte.

Pour les 40 heures, sans diminution de salaires !... A bas le gouvernement des décrets-lois !

Pour le front antifasciste dans les Alpes-Maritimes

Gannes, le 25 mars.

Ici comme ailleurs, la journée du 12 Février a démontré d'abord que le front unique d'organisation mobilisait puissamment la classe ouvrière, ensuite le danger de l'impunité des partis, se réclamant des travailleurs, à organiser solitairement ceux-ci, enfin qu'il ne suffisait pas d'une journée de grève réussie et d'une manifestation pour écarter le fascisme.

Une première conférence Yarnegaray (projetée au Casino municipal de Gannes) fut repoussée grâce à l'appel lancé par le front Antifa; mais J.P. Croix de Feu et autres mobilisèrent leurs troupes et une conférence privée eut lieu le 22 mars; le 23, un rassemblement fut fait à Nice, toujours sous la protection de la police et des gendarmes armés du mousqueton.

Les travailleurs répondirent aux appels, démontrant leur aptitude à combattre; cependant, cette réaction fut trop faible; à Gannes, deux bagarres avec les fascistes, deux travailleurs blessés; à Nice, la police chargea les antif, plusieurs arrestations.

Quelles sont les causes de cette insuffisance des contre-manifestations ouvrières ? L'Alliance existe un véritable comité antif, réalisant l'unité ouvrière, mais pas de milice commune organisée solidement, mobilisable rapidement et disciplinée. Peu de préparatifs (seulement des affiches), pas d'objets précis; à Nice, situation pire; pas de comité de front unique antif, seul comité Pleyel (qui n'eut d'ailleurs pas l'initiative de la manifestation) pas de milice, pas de préparatifs (sauts affiches) ni d'objets; les travailleurs manifestèrent courageusement, trop nombreux et sans aucune direction permettant de coordonner, d'orienter la manifestation.

Une autre lacune du mouvement antifasciste : alors qu'il fallait manifester avec force, seuls les travailleurs de Gannes furent alertés pour le 22, seuls ceux de Nice, pour le 23 et même ce jour-là, le comité antif, de Vallauris tint une assemblée; c'est ce qu'on ne doit plus revoir.

Les fascistes des A.M. mobilisés, purent ainsi, à Gannes et à Nice, parader; très peu de temps il est vrai et protégés par la police, mais l'objectif primordial est maintenant : empêcher ces parades.

La réunion du Comité d'action contre la guerre et le fascisme (24 mars, à Nice) avait donc une grande importance et aurait pu être une bonne réunion puisqu'elle se proposait la création d'un front de toutes les organisations antifascistes.

Seules étaient présentes les organisations déjà adhérentes au Comité Pleyel et le groupe d'études sociales de Nice, demandant son adhésion par une résolution : (extraits) : « Les camarades du groupe... demandent leur adhésion comme organisation... leur conception d'un comité antif... organisme rassemblant toutes les organisations antifascistes... tentant à rassembler larges masses travaillantes... rassemblement permettant confrontation tactique de lutte antif... et perspectives plus lointaines... insistent sur nécessité liaison régionale et création milice ouvrière... n'entendent pas cacher leurs divergences ou réserves sur programme ou fonctionnement des comités Pleyel... »

« Cependant, considérant qu'il est indispensable dans la situation actuelle de procéder au renouvellement immédiat de toutes forces antif... déclarent qu'ils lutteront dans le Comité d'action contre g. et f., pour sa transformation en véritable comité antif, réalisant pratiquement alliance ouvrière... »

A cette demande d'adhésion et aussi aux confédérés et socialistes venus sans doute en « observateurs », la réponse d'Alessandri peut se résumer ainsi : Nous, mouvement Amsterdam-Pleyel, existons, avons lutté en Amérique Sud et Nord, en Chine et Europe (12) Nous n'avons pas de leçons à recevoir; ceux qui veulent entrer chez nous doivent, à l'avance, accepter notre programme, nos directives et notre direction d'hommes « éminents ». Les autres (qui refusent l'ultimatum) lutteront contre le fascisme comme ils voudront.

Cela revient à déclarer que nous serons écrasés en détail et que nous nous en foutons ! Il est difficile de concevoir une telle inconscience quand on se propose de rassembler des organisations ayant des divergences très grandes, mais ayant aussi un implacable ennemi commun. Alors que, comme l'a fait remarquer un camarade, il s'agit de réaliser une alliance ouvrière pour barrer le route au fascisme, les uns font les sourds tandis que les autres créent une situation qui risque de rendre impossible cette alliance.

Quel résultat positif cette réunion a-t-elle donnée ? La parole est à Alessandri qui déclara par ailleurs le programme d'Amsterdam est plus socialiste que communiste — alors et le « social-fascisme », camarade Alessandri ?

En conclusion, il faut déclarer ouvertement que sont criminels et sont le fascisme, à la fois ceux qui refusent le front unique d'organisation à l'organisation et s'obstinent à être absents, et ceux qui le sabotent par un ultimatum stérile.

Les uns et les autres seront mis prochainement au pied du mur et les travailleurs de A. M. feront justice de ces procédés; le Comité antifasciste d'alliance ouvrière sera l'organisation élémentaire de tous ceux qui veulent se défendre et avant tout le front unique de toutes les organisations antifascistes. Il organisera une milice ouvrière, première arme efficace de cette alliance et la liaison entre les comités de A. M. deuxième arme.

Pas comme en Allemagne l'Arrière la trahison et la bêtise bureaucratique !

"Amsterdam" ou Alliance ouvrière ?

(Suite de la Première Page)

Ni Amsterdamiaide, ni liaison équivoque; ALLIANCE OUVRIÈRE, complète, loyale ! Les manifestations plus ou moins coordonnées ne signifient rien si elle ne découle pas d'un travail commun constant, dans des comités locaux, entre toutes les organisations ouvrières.

En ce qui concerne « Amsterdam - Pleyel », la preuve est et a été 100 fois faite et refaite : ça n'existe pas. Le « front » de Barbusse, a disparu de la circulation depuis les événements de Février ; si prodigue de creuses imbécillités quand il s'agit des autres, il se tait sur la situation française. A Gide, autre gloire pléyélienne a déclaré (voir l'Huma), fort modestement et honnêtement d'ailleurs, qu'on l'avait mis par surprise dans le comité ! Et ainsi du reste. En Février, Amsterdam ne lève pas le petit doigt. Ses bureaucrates se réveillent lorsqu'il s'agit d'exploiter, de dépeçer, de démolir la magnifique mouvement de front unique issu du 12 Février.

Au lieu de s'occuper du 1^{er} mai, Amsterdam s'occupe du 20 mai. Dans tous les quartiers parisiens, dans beaucoup de villes en province, les stalinistes, qui sous divers masques sont seuls dans les comités Pleyel, multiplient les embûches et les difficultés. C'est clair : lors d'une aggravation de la lutte, Amsterdam - Pleyel s'évanouira de nouveau.

Les socialistes, hésitants, s'en tiennent aussi à des contacts occasionnels et multiples, ce qui aboutit, comme dans le 15^e, lors de la réunion des J.P., à l'édition de 4 tracts différents localement ! (P.C.; Amsterdam; P.C. - P.S.; Alliance ouvrière).

Nous revendiquons une fois de plus non

Chez les Jeunes

Réponse au « Cri des Jeunes »

Les Jeunes Socialistes qui lisent le « Cri ont pu remarquer un article de André Cerf dans lequel celui-ci, tout en se félicitant du front unique réalisé entre nous et la J.S. à l'occasion du meeting du 15 mars, dirige contre nous ses attaques.

Il commence par parler des « organisations minuscules » représentées à Laren. Nous répondrons à Cerf que si l'on jugeait les organisations d'après leur masse, c'est vers la J.O.C. qu'il faudrait tourner l'espoir des Jeunes profos. En fait de masses, l'Internationale des Jeunes Socialistes est actuellement en pleine décomposition. Par contre, parmi les Jeunes réunies à Laren, certains groupent des milliers de Jeunes (la jeunesse norvégienne avec 18.000 membres, la Jeunesse suédoise avec 10.000, la Jeunesse du S.A.P. avec des centaines de Jeunes dans l'illégalité, etc...).

D'autre part, Cerf déclare, pour nous discrediter auprès des J.S., que notre mouvement est dirigé contre l'I.S.J. A quoi nous répondons :

1° Notre mouvement n'est pas dirigé en principe contre l'I.S.J., pas plus que contre nul autre courant du mouvement ouvrier — il est dirigé contre la Bourgeoisie — il a pour but de mener les jeunes prolétaires à la lutte contre le système capitaliste;

2° Nous n'entrons en lutte avec les organisations prolétariennes que si elles faiblissent à leur mandat et détournent les travailleurs du combat révolutionnaire. L'I.S.J. n'est une de ces organisations — toute son histoire le prouve — depuis qu'elle a abandonné le programme de Liebknecht. C'est rendre service aux jeunes travailleurs que de la combattre.

Mais que Cerf se rassure ! la bataille que nous mènerons contre l'I.S.J. n'est pas une lutte physique violente. Cela est réservé aux troupes de la Bourgeoisie.

Une critique marxiste impitoyable et une juste politique de notre part suffiront à faire passer les Jeunes socialistes sur nos positions et par là même à détruire l'I.S.J.

Le congrès des J.S. du Pas-de-Calais

Nos camarades sont allés porter la contradiction à Auchel, à une réunion organisée après la tenue du Congrès des J.S. du Pas-de-Calais. Avant la réunion, les stalinistes se signalèrent par leurs brutalités coutumières : ils arrachèrent à nos vendeurs un paquet de Nécités qui leur fut bientôt repris, nous mirent au défi de prendre la parole au meeting.

D'abord, Cadot prit la parole, rappela les luttes de jadis, au début du syndicalisme, et les améliorations arrachées par la lutte de la classe ouvrière. Caneholis lui succéda, puis Marceau Pivert de la Fédération socialiste de la Seine : ce dernier analysa la crise du régime capitaliste et les bases économiques du fascisme, appela les ouvriers à front unique sans préciser les conditions d'organisation précises de ce front unique.

Notre camarade Molinié inaugura la contradiction. Il rappela le refus des stalinistes de participer au meeting pour les délégués du Congrès de Delft libérés à la police d'Hitler. La suite conspuait l'attitude stalinienne et se livra à de vives critiques. Nous restons des communistes partisans de la doctrine de Lénine; dans cette période où l'issue de la lutte contre le fascisme en France déterminera les destinées du prolétariat international, il exposa nos mots d'ordre de front unique; les partis ouvriers doivent se présenter unis devant les ouvriers, chacun gardant sa doctrine et sa liberté de critiques. Notre camarade souligna la nécessité de la fusion des deux centrales syndicales, avec démocratie absolue et droit d'expression pour toutes les tendances. Il exposa les modalités de l'action commune: action concertée des milices, vente en commun des journaux, entraide dans la lutte pour gagner l'armée à la classe ouvrière et au premier plan dans la période actuelle; engageant les jeunes socialistes à appeler les ouvriers à défendre l'I.S.S. L'intervention de notre camarade provoqua des applaudissements enthousiastes, la salle désapprobait les insolences hontuses des stalinistes envers nos vendeurs.

Coquelle, du P.C. prit la parole; il répéta les rengaines habituelles sur les comités d'Amsterdam; malgré nos camarades, il put continuer à s'exprimer devant la salle houleuse.

Pivert eut ensuite bien peu pour féliciter le sectarisme du P.C. Nombreux journaux vendus. Premier contact avec les travailleurs d'Auchel où la Ligue continuera son action.

Des sections du Parti Socialiste des États-Unis pour la Quatrième Internationale

Nous lisons dans le « New Leader », organe socialiste américain, une potémique contre les sections du Parti qui se sont prononcées pour la Quatrième Internationale. « La section de Denver a approuvé la résolution de Springfield (Illinois) pour se retirer de l'Internationale Ouvrière et rejoindre la quatrième Internationale ». Traités de « Traîtres ».

Le journal socialiste écrit :

« Une résolution a été adoptée par un certain nombre de sections socialistes qui déclare que l'I.O.S. — comme sous le nom de deuxième Internationale — détient un record jamais battu de trahison de la classe ouvrière mondiale, à commencer par son appui — avant et pendant la guerre de 1914-1918 — aux ambitions nationalistes et imperialistes de la bourgeoisie, suivi par ses tentatives (trop souvent couronnées de succès) pour rétablir l'ordre et l'harmonie de l'économie capitaliste désorganisée dans les nations vaincues et cela aux dépens du prolétariat.

La stratégie et la tactique du socialisme évolutionniste et du réformisme ont démontré leur impuissance à empêcher l'avance du fascisme qui a détruit toutes les réformes et tous les avantages acquis pendant des décades par les syndicats et l'action politique. En conséquence, il faut absolument que le Parti se retire de l'I.O.S. et rejoigne la Quatrième Internationale. »

des contacts occasionnels; mais une entente permanente; des comités locaux et d'entreprise qui ne fasse exception pour aucune organisation ouvrière; la libre discussion et la pleine autonomie de chaque parti travaillant dans le comité.

Nous continuerons inlassablement la campagne dans ce sens. Les ouvriers sont avec nous pour y parvenir !

LES LIVRES

MARC BERNARD. — Les journées ouvrières des 9 et 12 Février. (Grasset, éd. 1 vol. 5 fr.). Cette brochure ramasse le sens des événements survenus après le 6 Février : réaction ouvrière, mouvement de front unique, manifestation du 9, grève générale du 12. Elle contient presque tous les appels publiés dans ces journées par l'Humanité et le Populaire.

M. Bernard s'est efforcé de dégager le sens général de la riposte ouvrière : il le trouve principalement — et avec raison — dans le resserrement du bloc prolétarien, dans la constitution du front unique, qui avait disparu de notre horizon, contre la polonité des bureaucraties dirigeantes, réformiste et stalinienne.

Le bon sens et la bonne foi l'ont conduit à faire des critiques, à proposer des solutions qui se rapprochent de la position défendue à présent par nous. C'est pourquoi, loin de se satisfaire des résultats acquis, Bernard désigne du doigt le danger pour demain : « La dernière carte à jouer, c'est celle dont nous disposons encore en France. La journée du 12 nous a montré qu'elle était encore excellente... Cette flamme qui a recommencé à briller après des années d'effacement, le lundi 12 Février, dans tout le pays, nous ne devons pas tolérer qu'on y porte la main. Toute maladresse, toute lâcheté, tout sectarisme, équivalent aujourd'hui à une trahison ».

L'Huma a inséré quelques lignes fielleuses de « mise en garde » contre cette brochure. On comprend facilement pourquoi à sa lecture. En effet, Bernard parle de la « criminelle tactique qui a contribué à conduire le prolétariat allemand à l'abîme »; il indique que, « par on ne sait quelle aberration le P.C. avait mêlé ses troupes à celles de droite », le 6, que « ses directives pour la journée de mardi équivalaient dans la pratique à un front unique avec les troupes des organisations fascistes »; il parle de l'absence complète de sens politique du P. C., « qui lui a fait commettre en huit jours de guerre civile autant de formidables erreurs qu'il se pouvait. Manifestation du 6 Février, arrestation de Frot, refus du front unique, etc... »

Mais ce que l'Huma pardonne moins que tout, c'est que l'auteur cite, parmi les participants à la journée du 12, « la jeune Iv^{re} Internationale dont le chef est Léon Trotsky, le plus fidèle disciple de Lénine ».

En résumé, une bonne et utile brochure ! P. N.

A NOS ABONNES !
Les abonnés dont l'abonnement arrive à expiration avec ce numéro recevront cette semaine, de notre service des réabonnements une formule de mandat-poste au compte P. Frank 1368-55. Pour réduire nos frais, aucune circulaire ne sera envoyée. Retournez immédiatement votre réabonnement, faute de quoi l'envoi du journal ne vous sera plus continué.

Qui prendrez-vous dorénavant pour vos fournisseurs ?
Voici une liste de commerçants que vous devez favoriser dans la mesure du possible puisqu'ils aident notre journal par la publicité qu'il leur accorde.

CHIRURGIE - ACCOUCHEMENT.
Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et la liberté des soins à domicile
TARIF ACCESSIBLE A TOUS
particulièrement aux Assurés sociaux
MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD
du Docteur LACROIX ANTOINE
50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF
(ITALIE 11-25)
Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

COIFFEUR.
Maison Daniel, 9, rue Esquirol, Paris (15^e).

COOPÉRATIVE.
Camarades,
FONCTIONNAIRES, OUVRIERS, EMPLOYES !
Pour vos MEUBLES, LITERIE, etc...
COOPERATIVE MESSIDOR
66, Avenue de la République, Paris
Catalogue Franco
— Confiance —
Exclusivité des Meubles de Francis Jourdain

CYCLES.
Cycles Innovation, 145 Faubourg St-Denis.

HAUTE-COUTURE - CONFECTION
"La femme sans tête"
3bis, rue Louis Braille, 12^e Métro Daumesnil et Bd Air
Réduction de 5% aux lecteurs de la "Vérité"

HOTELS.
Raoul, 46, r. Nationale (ch. claires, prix modérés) (13^e).

INSIGNES.
Mendez-Audouin, fabricants de drapeau, insignes, etc., 114, bd de la Villette 19

LIBRAIRIE.
Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse (10^e).

RESTAURANTS.
Restaurant Végétarien 5, r. des Filles St-Thomas. Prix des repas : 4,50 et 6,50 sans pourboire.

Foyer Végétarien, 40, r. Mathis, (19^e)
repas à 4 et 5 francs sans pourboire.

L'unité syndicale et le recrutement

De plus en plus, il est difficile de reconnaître dans le fatras d'opinions, de contradictions émises par nos dirigeants de la C.G.T.U. sur le problème de l'unité syndicale et du développement de nos syndicats.

Chez les confédérés au moins, il n'y a pas d'équivoque. Pas de front unique; unité syndicale à la base par la rentrée dans la C.G.T.; c'est clair.

A la C.G.T.U. on proclame la nécessité de créer des syndicats uniques lutte de classe, rassembler les unitaires confédérés, inorganisés, mais on n'indique pas, en attendant la création de la C.G.T. unique lutte de classe, à quelle centrale devront adhérer ces syndicats.

Pour être logiques avec nous-mêmes, reconnaissons que le syndicat unique adhérra à la C.G.T.U. puisque il se sera fondé selon ses directives, donc en accord avec elle.

Cette affirmation aurait pour mérite de clarifier la situation, en démontrant, à chaque travailleur, que les deux centrales sont toutes dévouées à la réalisation de l'unité syndicale, à condition qu'elle se produise dans leur sein. Et cela ne fait pas faire un pas à la question.

Frachon, dans la Vie Ouvrière du 9 mars nous cite l'exemple de deux syndicats de cheminots, dont l'un, celui du Blanc, voyant la possibilité de constituer un syndicat unique sur la base de la lutte de classe, subordonne cette réalisation à la fusion de la base au sommet, etc... et l'autre le syndicat de Marseille se casse le nez devant ce dilemme : Où prendre les cartes du Syndicat unique ?

Il est à peu près certain que les cheminots du Blanc auraient réalisé le syndicat unique s'ils en avaient eu la possibilité; s'ils ne l'ont pas essayé, c'est très probablement parce qu'ils auraient connu les difficultés des camarades de Marseille, qui, lorsqu'ils ont essayé de réaliser le syndicat unique, se sont partagés en deux courants, l'un pour l'adhésion à la C.G.T. et l'autre à la C.G.T.U. Et c'est pour cela qu'ils ont envisagé la solution: Chaque syndiqué conserverait la carte de sa fédération.

Dans la circonstance, le syndicat unique ne serait pas autre chose qu'un comité d'unité.

Depuis quelque temps, il semble qu'un courant d'adhésions vers les organisations unitaires se développe. Dans ces adhésions il y a pas mal de mutations de confédérés; il est possible qu'un même courant se développe aussi vers la C.G.T. Nos diri-

geants unitaires voudraient nous voir tempérer ces mutations de confédérés, en essayant de cristalliser ce courant, sous forme de création d'une opposition syndicale au sein de la C.G.T.; et évidemment, et comme d'habitude ils développent cette idée jusqu'à l'absurde.

Delobelle, dans l'Huma du 11-3-34, dans un article intitulé « Pas de grignotage », nous cite l'exemple du puits 2 bis de Dourges où une vingtaine de mineurs confédérés sont passés à la C.G.T.U. et il dit : « Cette vingtaine de nouveaux unitaires sont bien de nouveaux combattants, mais des combattants qui donneront dix fois moins de force au mouvement d'unité, que s'ils étaient restés dans leur section confédérée.

Eux partis, c'est le champ libre aux dirigeants réformistes pour continuer à s'opposer au front unique de lutte, pour endormir et tromper les travailleurs restant sous leur influence. »

La vérité est probablement plus simple; peut-être ces mineurs ont-ils demandé leur adhésion à la section unitaire, parce qu'ils s'étaient convaincus qu'ils y seraient mieux défendus qu'à la C.G.T.; ou bien s'ils étaient des militants vraiment aptes à former une opposition sérieuse, s'étaient-ils convaincus de l'impossibilité de pouvoir travailler dans un esprit de classe sans risquer l'exclusion.

Car si vraiment il y a la possibilité de développer une opposition sérieuse, conséquente dans la C.G.T., nous pouvons nous demander pourquoi Delobelle et Frachon ne préconisent pas la rentrée pure et simple, individuellement ou par paquets, de tous les syndicats unitaires, dans la C.G.T. Quelle belle opposition il y aurait là.

Cette opposition a d'ailleurs existé; le mouvement des Amis de l'Unité à Châtelleraut, a travaillé au sein de la C.G.T. jusqu'au congrès de la C.G.T.U. en 1927. C'était une opposition timide, entachée de réformisme; nous étions en période de réformisme.

Pourquoi ne pas l'avoir encouragée, aidée, développée; à l'heure actuelle elle jouerait un rôle considérable; pourquoi est-elle morte ?

La seule solution pour la réalisation de l'unité syndicale, c'est la reprise du mot d'ordre du Congrès de fusion de la base au sommet; lui seul par le prestige qu'il a dans les masses, peut briser dans l'œuf toutes les manœuvres actuelles de la C.G.T. Par lui seul peut se réaliser l'unité syndicale de classe.

LEGER.

Dimanche, tous à Roubaix !

Unité d'action avec les organisations confédérées

Élection du Canton Est

Le 15 avril auront lieu des élections cantonales dans le canton Est de Lille. Comprendant la plus grande partie de la région lilloise, ce canton est par sa forte densité ouvrière d'une grande importance.

Dans la période actuelle, décisive pour le mouvement ouvrier français, l'utilisation de l'effervescence créée par une élection même partielle pour une propagande révolutionnaire systématique a une portée dépassant largement le but visé par l'élection. C'est pourquoi notre groupe de Lille va sans aucune espèce de compromis électoraliste déployer largement le drapeau de la Ligue communiste au cours de cette campagne.

EUGÈNE DEVREYER portera ce drapeau, le nombre de voix recueillies ne peut avoir qu'une importance secondaire, parmi les larges couches d'ouvriers du textile et de la métallurgie notre organisation n'est encore qu'au premier degré du travail de

masse, la fidélité de vote aux partis traditionnels peut être plus forte que la sympathie pour nos conceptions, mais ces conceptions ne manqueront pas d'inciter à s'organiser pour défendre chaque jour les travailleurs les plus résolus, pour la continuité de notre action, c'est cela l'essentiel.

Pour la première fois, la Ligue communiste française va, comme organisation indépendante, proposer son programme aux suffrages des ouvriers lillois. C'est le devoir de chaque échelon de l'organisation, de nous porter son appui, en commun nous en tirerons les leçons pour l'avenir.

Démontrer aux ouvriers lillois que la lutte sur le plan parlementaire est chaque jour dépassée, que la mécanique FRANÇAISE s'écroule, qu'il faut : préparer la lutte pour la COMMUNE FRANÇAISE, arracher tout espoir de vaincre à la DICTATURE FASCISTE tel est notre tâche.

Le Groupe de Lille.

A POITIERS

Les Stalinistes veulent « discuter » avec l'A.F.

Le 18 mars devait avoir lieu, à Poitiers, un meeting organisé par l'Action Française. Le 14 mars, dès que nos copains eurent pris connaissance des affiches, ils convoquèrent tous les responsables des organisations ouvrières pour le jeudi 15. A la réunion qui se tint ce jour-là, seuls étaient représentés le Parti socialiste, les Jeunesses Socialistes, les Jeunesses Léninistes, la Ligue, les Etudiants Socialistes et la C.G.T.

Le P.C. et la C.G.T.U. n'avaient pas cru devoir se faire représenter ni s'excuser, sous le prétexte, paraît-il, que ce n'était pas eux qui avaient pris l'initiative d'alerter la classe ouvrière.

Toutes les organisations représentées décidèrent qu'il fallait saboter la réunion royaliste. Malgré le peu de temps dont on disposait, on essayait d'alerter les travailleurs.

Le dimanche, nos camarades des J.L. et de la Ligue étaient à leur poste. Dès que les royalistes voulurent ouvrir la séance, la « Jeune Garde » réclama, reprise par les camarades socialistes et confédérés. Il était alors impossible aux apprentis fascistes de se faire entendre. Ce que voyant, Quintard, du P.C., étant arrivé à obtenir un silence relatif, demanda à tous les ouvriers présents « d'écouter les orateurs royalistes dans le plus grand calme » et ceci, au nom du Parti Communiste !!!

Comme nos camarades protestaient, un étudiant stalinien alla même jusqu'à frapper un copain de la Ligue, ce qui souleva l'indignation des ouvriers.

Mais, à la faveur du trouble créé chez les travailleurs par l'intervention de Quintard, les orateurs royalistes purent, pendant plus de deux heures, débiter leurs discours démagogiques, coupés par de trop brèves interruptions.

Puis trois membres du P.C. vinrent successivement à la tribune apporter la contradiction. Contradictions bien pâles au cours desquelles il fut parlé du fascisme, de la fascisation du gouvernement et de l'U.R.S.S., etc... Par contre, aucune proposition concrète pour la réalisation de l'Alliance ouvrière.

Dans une brève intervention, notre camarade Philippe appela les ouvriers à s'unir en vue de la lutte contre la bourgeoisie et le fascisme.

OLÉRON

Vers la milice

Les délégués des organisations participant au Comité Antifasciste se sont réunis le 25 mars, sauf le représentant du P.C. encore absent (!)

Cette réunion avait pour objet d'étudier le projet d'affiche établi en commun par P.S., P.C. et L.C. sur un texte primitif de la Ligue.

Réunion importante car y assistait le maire-conseiller général radical qui avait envoyé son acceptation de principe. Avant même de connaître ce texte et notre plateforme d'action, le maire déclara ne pouvoir signer, évoquant parmi de multiples « raisons » la présence du représentant de la Ligue « dont le nom est un épouvantail ! » A ce propos le Secrétaire de la Section socialiste lui objectant que le Secrétaire de la cellule communiste signerait également l'affiche, le maire répondit textuellement : « Deux cents N... (nom du Secrétaire stalinien) ne sont pas dangereux ! »

Le représentant de la Ligue ne manqua pas de renouveler ainsi qu'il l'avait fait à la réunion constitutive combien il était étonné d'inviter le parti radical à lutter dans un Comité d'Action contre le Fascisme.

Celui-ci est donc limité aux organisations suivantes : P.S., P.C., Ligue et Anciens Combattants de la F.N.C.R.

L'orientation est déterminée vers la lutte physique et la constitution d'une milice. Les camarades socialistes manifestent une très grande résolution.

Outre l'affiche qui sera posée cette semaine, quatre réunions auront lieu dans les agglomérations voisines assurées par les délégués du P.S. et de la Ligue. Un meeting avec des orateurs de toutes les organisations clôturera cette tournée au Châteauneuf.

Dans la Presse

Voici comment le patronat du Nord, par le journal du « Nord Industriel » 24-2 nomme la moule six février

« LES HÉROS DU SIX FÉVRIER » Dans le même numéro : « Donou, président de l'Union Textile, regrette que le Gouvernement n'ait pas assuré la liberté du travail le 12 Février ».

Si la composition du nouveau ministère français a, généralement parlant, donné satisfaction à tout le monde et qu'à l'étranger il a été interprété comme la cessation d'une politique de facilité, comme la fin d'une politique de facilité, de l'autre côté, il est hors de doute que la grève générale de tant d'ouvriers impressionnés par les Français, qui estiment qu'il est un peu violent de voir se mettre en grève des personnages officiels payés par les contribuables et dont beaucoup gagnent infiniment plus que les malheureux industriels et commerçants pressurés pour leur assurer non seulement des salaires, mais encore une retraite honorable.

LINER.

RÉGION PARISIENNE

XX^e ARR. — NOTRE RÉUNION. — Après un exposé du camarade Naville, une sérieuse discussion eut lieu à notre réunion de sympathisants, vendredi dernier. Des camarades socialistes appuyèrent notre position, en ce qui concerne la nécessité de développer un courant révolutionnaire dans la C.G.T.

Cette réunion nous montre qu'en dépit de tous nos adversaires, la Ligue s'implante dans ce quartier ouvrier. Une large sympathie pour nos idées existe, les bureaucraties réformistes ou stalinistes ne parviendront pas à l'éteindre, au contraire.

Bientôt nous préparerons une réunion publique dans le quartier.

Notons que la vente à la criée de la Vérité que nous faisons le dimanche dans le quartier, recueille un succès croissant.

XIX^e ARR. — Dans le 19^e, les stalinistes, comme partout, refusent l'adhésion au Comité d'Alliance Ouvrière. Ils préfèrent le fantomatique Amsterdam. Mais le Comité d'Alliance Ouvrière est loin de montrer toute l'activité, car, en fait de Comité fantôme, celui d'Amsterdam suffit largement. Nos camarades socialistes devraient s'en convaincre.

Mais la F.N.C.R., à laquelle les radicaux et néos s'étaient joints, vient de convoquer les organisations ouvrières pour la constitution d'un nouveau Comité qui se propose de défendre les « institutions républicaines ». Un troisième !

Notre groupe du 19^e a proposé aux éléments de ces partis désireux de se joindre à la lutte anti-fasciste réelle, de rejoindre l'Alliance Ouvrière, qui reste ouverte à toutes les organisations comme telles, alors que le Comité d'Amsterdam refuse certaines organisations (L.C. et P.U.P.).

Nous considérons comme une incongruité que la section socialiste ait cru devoir adhérer à ce nouveau comité. En tout cas, nous examinerons de près, dès cette semaine, la situation de l'Alliance Ouvrière, qui doit vivre !

Signalons que les FRANCISTES avaient annoncé une réunion rue Meynadier samedi dernier. Alertés, communistes et socialistes s'y rendirent : pas de Francistes ; un petit meeting improvisé eut lieu. Regrettons seulement qu'une fois de plus ce soit une improvisation hâtive qui ait remplacé l'action coordonnée d'un comité permanent.

Faudra-t-il un nouveau 6 Février, camarades, pour nous arracher à la routine ?

ESSAI DE FRONT UNIQUE DANS LE 18^e

Un Comité de vigilance serait déjà formé depuis plusieurs semaines si le rayon du parti communiste n'avait jeté l'exclusive contre nous, pauvres « renégats » ! Cette exclusive sera sans doute maintenue à la prochaine réunion de discussion (qui se tiendra jeudi) et entraînera la mort sans phrase du front unique organisé dans le 18^e !

Nos stalinistes n'en sont pas à cela près. Cela n'empêchera sans doute pas « le travailleur du 18^e » de parler des « efforts du rayon du 18^e ».

Ce dont le rayon s'efforce en réalité, c'est de faire triompher sa position du front unique qui est à peu de choses près celle d'Amsterdam. Et pour gagner cette manche, les stalinistes proposent au S.F. I.O. ce marchandage ignoble : « Ne nous mêlez pas dans les jambes la petite secte des renégats trotskystes puisque nous, de notre côté, nous ne subordonnons pas le cas des néos à notre acceptation du front unique ». (Le travailleur du 18^e du 24 mars) !!!

Nous l'avons dit et nous le redisons sans nous lasser : la seule conception juste du front unique, c'est l'entente loyale entre organisations ouvrières (sans distinction de tendances) sur un programme circonstanciel et précis de lutte. Et, en dépit de toutes les manœuvres, c'est cette conception qui triomphera en définitive !

Le Groupe du 18.

DANS LE XV^e

Notre compte-rendu paru dans le numéro précédent a été coupé pour des raisons de mise en page et nous avons ainsi omis de signaler qu'au meeting tenu rue Cambronne, les Stalinistes manifestèrent, une fois de plus, leur hostilité au front unique et leur volonté de détruire le Comité de vigilance dans lequel ils ont refusé d'entrer. Le prétexte, encore une fois, ce fut le « trotskysme ». Ils refusèrent la parole à un orateur du comité de vigilance parce que membre de la Ligue. Quelques bureaucrates poussèrent des cris de provocateurs. L'orateur du parti socialiste, Marceau-Pivert, ne releva malheureusement pas ces infamies stalinistes.

Aussi, enhardi, le rayon du XV^e a adressé au Comité de vigilance une lettre le dénigrant comme « Comité scissionniste », suivant des mots d'ordre aventuristes, contenant des organisations comme la Ligue communiste à qui sont adjoints tous les qualificatifs d'usage. Au Comité de vigilance, dans une discussion sur l'action du 19 mars dans le XV^e, nombre de représentants d'organisation montrèrent aux membres de la XV^e section socialiste que, dans leur désir de faire le maximum d'unité d'action, ils avaient été pris à la manœuvre des Stalinistes qui ne sont guidés que par des sentiments de boutique. Diverses mesures furent envisagées pour l'action ultérieure.

VAUCLUSE

VAUCLUSE. — Le camarade Gilbert Serret, de l'Enseignement unitaire, vient de perdre son petit garçon, âgé de cinq ans. En cette douloureuse circonstance, les camarades d'Avignon et de Vaucluse, lui adressent, ainsi qu'à sa compagne et à sa famille, leurs fraternelles sympathies.

La rédaction de la Vérité se joint à nos camarades du Vaucluse et de l'Ardeche pour apporter au camarade Serret l'expression de leur fraternelle sympathie.

A AVIGNON. — La Vérité est en vente : au Bureau de tabac, Place de l'Hortage à la Bibliothèque de la Gare au kiosque angle de la Route de Monclar.

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE ET LES STALINISTES.

Un de nos camarades, s'étonnant de ne plus voir la Vérité à l'étalage du kiosque de Saint-Michel, apprit de la bouche du dépositaire, que le voyageur du Bureau d'Éditions (C.E.L.P.) lui avait demandé de ne plus mettre la Vérité en vue. Voilà qui donne une idée de la valeur morale des « commis-voyageurs » du Stalinsisme, que nous ne confondons pas avec les ouvriers du Parti. Mais que vont penser les travailleurs de telles pratiques que nous sommes bien obligés de dévoiler ?

NORD

Le groupe de Lille, face à la gravité de la situation présente décide d'aligner ses perspectives d'action sur les perspectives politiques tracées dans le manifeste du plenum international.

Le groupe entreprendra un travail de propagande systématique.

1^o Afin de démasquer de façon appropriée les manœuvres diverses contre la réalisation effective de l'unité d'action et tendre à faire prendre conscience au plus grand nombre de travailleurs des formes d'organisation de cette unité d'action. Appui de la proposition du P.U.P., travail de masse sur ces questions ; démasquer le « chacun son petit congrès ».

Jusqu'au 20 avril, nous centrerons notre activité locale sur les élections du canton Est où nous ferons un gros effort de propagande et de recrutement, considérant comme secondaire le nombre de voix à atteindre.

2^o Campagne systématique dans la jeunesse ouvrière, édition d'un tract et d'une brochure pour le 5-4-34. Appel aux jeunes ouvriers sous les armes. Dans toutes nos réunions, un membre des J.L. prendra la parole.

3^o Loin de négliger le travail fractionnel dans les organisations de masses, le groupe le développera.

4^o Le groupe demande la tenue, le 9 avril, d'une conférence régionale où seront convoqués tous les groupes de la région du Nord et où sera étudié à l'échelle régionale le plan d'activité à mener et où sera envisagé une campagne de propagande.

Dans la lutte ouvrière en France, la L.C.F. doit, par son action, faire de la région du Nord, un bastion de la Révolution.

Le Groupe de Lille.

NOTRE BROCHURE :

La brochure « La semaine du 6 au 12 Février » est envoyée à tous nos dépositaires. Tous les groupes doivent faire un gros effort de diffusion. Elle doit être rapidement épuisée. Nous en ferons ensuite un second tirage.

Que chacun se mette à l'ouvrage ! Nous demandons à tous nos vendeurs de tenir un compte exact des ventes, et de nous, le faire parvenir à fin Avril.

CORRESPONDANCE

XVIII^e ARR. — Le camarade habitant rue Philippe de Girard est prié d'écrire à Granger, Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse.

GRENOBLE. — Le camarade jeune de Grenoble, qui était en liaison avec la Vérité est prié de faire connaître sa nouvelle adresse à la rédaction.

« LA VÉRITÉ »

L'organe en langue italienne de la section italienne de la Ligue Communiste Internationaliste (bolcheviks-Léninistes), est paru cette semaine.

Nous saluons la parution du journal de notre section sœur, et nous demandons à tous les camarades de faire le plus grand effort pour sa diffusion parmi les ouvriers italiens en France.

La Vérité, à Paris, sera en vente : Place de la République, kiosque face au Café Thénin ; à la « Parfalla », Faubourg St-Antoine ; Librairie du Travail, 17, rue Sambre-et-Meuse et au siège de la Vérité, 23, rue des Vinaigriers.

La condamnation inique d'E. Pioch

Cinq ans de réclusion ! pour avoir mal administré (du point de vue des bourgeois) les finances de sa commune. Ce verdict de classe qui s'explique par le battage inouï de la presse indépendante (?) contre E. Pioch, a soulevé l'indignation générale des travailleurs de toute la région et même l'étonnement général de la population. De l'aveu même des bourgeois qui le poursuivent de leur haine, E. Pioch n'a commis aucune indélicatesse pour son compte personnel ; il a fait effectuer des travaux, il a aidé les organisations ouvrières et les travailleurs. C'est cela qu'on ne lui a pas pardonné. Pioch tombe victime des haines qu'il s'était attiré : gros propriétaires fonciers de la Camargue, Compagnie Alais, Forges et Camargue, Solvay, etc..., tous ces gens doivent être satisfaits.

Certes, Esprit Pioch n'était pas un exemple de fermeté politique, mais ce qui compte, c'est qu'il rendait, de par sa situation, de grands services aux travailleurs, et l'exemple le prouve, il n'a pas eu peur d'aller « jusqu'à la limite » dans ce sens.

Les travailleurs, qui n'ont pas la mémoire si courte, réaliseront leur indignation en s'organisant encore davantage, en particulier les ouvriers agricoles d'Arles et les petits cheminots de la Camargue. Ils jugeront à la valeur ceux qui, il y a peu de temps, se disaient encore les amis de Pioch et qui, au moment décisif, se sont réfugiés dans l'équivoque.

J. Estévenin.

Le Gérant : P. FRANK.

Imp. du COMMERCE et des POSTES 12, rue Notre-Dame de Nazareth, Paris